

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 02/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SECHE ECO SERVICES

Les Hêtres
53 810 Changé

Références : N3-2024-478 - RAPPORT
Code AIOT : 0006309879

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement SECHE ECO SERVICES implanté 350 rue des Charpentiers ZA de Cheviré 44 340 Bouguenais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECHE ECO SERVICES
- 350 rue des Charpentiers ZA de Cheviré 44 340 Bouguenais
- Code AIOT : 0006309879
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Plateforme de traitement de terres polluées

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 PFAS
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 15/11/2021, articles 4.3.4, 4.3.9 et 4.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
10	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/11/2021, article 4.5.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Mesures des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 15/11/2021, articles 7.2 et 7.3	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Protection incendie	Arrêté Préfectoral du 15/11/2021, articles 4.2.5, 8.5.4, 8.6.3, 8.7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet
9	Déchets admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 15/11/2021, Annexe 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de relever 5 non-conformités qui nécessitent des actions correctives et des demandes de justificatifs. Un plan d'action sera à transmettre sous 1 mois par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a déclaré que son installation n'utilise pas et ne produit pas de PFAS. Au vu de cette situation, l'exploitant a choisi de mesurer l'ensemble des 28 substances énumérées dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Avis de l'inspection des installations classées :

L'exploitant a établi la liste des PFAS mesurés en cohérence avec les exigences de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Le site d'exploitation a 2 points de rejets au milieu naturel pour ses eaux pluviales de voiries, R1 et R2. Concernant les eaux issues des zones d'exploitations, elles sont collectées et dirigées vers 2 bassins tampons disposés en série avant traitement et stockage dans 2 citernes souples. Ces eaux, sous condition de respect les valeurs limites d'émission réglementaires, sont réutilisées sur site (traitement ou rotoluve). En cas de non-respect des seuils réglementaires, ces eaux sont envoyées en traitement. Aucune eau issue des zones d'exploitation n'est envoyée au milieu naturel. Cependant, l'exploitant a également réalisé des analyses de ces eaux dans la campagne d'analyse PFAS.

Dans le cadre de cette campagne d'analyse, l'exploitant a réalisé les prélèvements le 13 décembre 2023, le 8 janvier 2024 et le 26 février 2024 et fait réaliser les analyses sur les 28 paramètres identifiés au 2^o et 3^o de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ainsi que le paramètre AOF.

Avis de l'inspection des installations classées :

L'exploitant a programmé ses campagnes d'analyses conformément à l'arrêté du 20 juin 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2^o de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3^o de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

L'exploitant a transmis le devis détaillé concernant les campagnes d'analyses PFAS. Les prélèvements sont réalisés par le laboratoire d'analyse EUROFINS HYDROLOGIE OUEST qui est accrédité par le COFRAC. Les analyses sont réalisées par le laboratoire d'analyse EUROFINS HYDROLOGIE EST qui est accrédité par le COFRAC pour l'analyse de 23 des 28 paramètres analysés dont les 20 paramètres du 2^o de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Avis de l'inspection des installations classées :

L'exploitant a fait réaliser les analyses par un laboratoire d'analyse accrédité par le COFRAC pour

une grande partie des paramètres analysés. Pour le moment, aucun laboratoire n'est agréé ou accrédité pour l'ensemble des 28 paramètres. En conséquence, il est considéré que l'exploitant a répondu au mieux aux exigences réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Constats :

L'exploitant a réalisé les prélèvements le mercredi 13 décembre 2023 (site ouvert), le lundi 8 janvier (site ouvert) et le lundi 26 février (site ouvert).

Les prélèvements ont été réalisés de manière ponctuelle.

Avis de l'inspection des installations classées :

Le site ne rejette pas d'eaux de process au milieu naturel, seules des eaux pluviales issues des voiries sont rejetées au milieu naturel. Ces eaux ne sont pas en contact avec les entreposages de terres polluées. Par conséquent, le niveau d'activité sur site importe peu pour qualifier la représentativité du prélèvement.

Étant donné que les prélèvements concernent des eaux pluviales, le prélèvement ponctuel est jugé acceptable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification

Prescription contrôlée :

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

Constats :

L'exploitant a fourni le devis de prestation qui précise des limites de quantification de 2,0 µg/l pour la mesure de la quantité totale de substances PFAS (AOF) et de 100 ng/l pour l'analyse de chaque paramètre PFAS.

Avis de l'inspection des installations classées :

L'exploitant respecte les limites de quantification imposées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Pour le prélèvement du 13 décembre 2023, l'exploitant a reçu les résultats d'analyse le 24 janvier 2024 et les a transmis dans l'outil GIDAF le 20 février 2024. Pour le prélèvement du 8 janvier 2024, l'exploitant a reçu les résultats d'analyse le 23 février et les a transmis dans l'outil GIDAF le 6 mars 2024. Pour le prélèvement du 26 février 2024, l'exploitant a reçu les résultats d'analyse le 21 mars 2024 et les a transmis dans l'outil GIDAF le 22 mars 2024. Les rapports d'analyse transmis reprennent les résultats pour les 28 paramètres et AOF. La mention de l'accréditation COFRAC du laboratoire ainsi que les méthodes d'analyse sont spécifiées.
Avis de l'inspection des installations classées : Les résultats des plus récents blancs du système d'échantillonnage et analytique ne sont pas spécifiés. Le retard de transmission des résultats sur l'outil GIDAF sont le fait du délai important de transmission des résultats par le laboratoire d'analyse. Les résultats d'analyse pour chacun des 28 PFAS ne présentent aucun dépassement des seuils de quantification. Cependant, pour le paramètre AOF, le seuil de quantification est systématiquement dépassé et la valeur maximale relevée, 396 µg/l, pour ce paramètre a été mesurée sur le point de rejet R1 sur le prélèvement de décembre 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les résultats des plus récents blancs du système d'échantillonnage et analytique. L'exploitant apportera des explications quant aux valeurs obtenues pour le paramètre AOF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2021, articles 4.3.4, 4.3.9 et 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : - Entretien des systèmes de traitement - Contrôle de la qualité des eaux et conformité des résultats
Constats : L'exploitant a fait réaliser le contrôle de ses eaux de voiries le 4 août 2023 par la société EUROFINS sur ses 2 points de rejets, R1 et R2 : Le paramètre AL + Fe n'est pas analysé et un dépassement de VLE au niveau du rejet R1 est constaté pour le paramètre MES (290 mg/l au lieu de 35 mg/l). L'exploitant a fait réaliser le contrôle mensuel de ses eaux issues des zones d'exploitation par la société EUROFINS. Le spectre analytique n'est pas conforme à l'arrêté ministériel du 2 février 1998. L'exploitant a fait réaliser l'entretien de ses systèmes de traitement des eaux le 4 mars 2024 par la société VNE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Concernant le suivi des eaux de voirie, l'exploitant doit compléter les paramètres analysés en

incluant Al + Fe, apporte des éléments d'explication quant au dépassement en MES et met en place d'éventuelles actions correctives en conséquence.

Concernant le suivi des eaux issues des zones d'exploitation, l'exploitant complète son spectre analytique en incluant l'ensemble des paramètres fixés par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour un rejet au milieu naturel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45

Thème(s) : Autre, Utilisation de Trackdéchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ». Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats :

L'exploitant a mis en place le suivi des déchets dangereux sur son site via l'application trackdéchets. L'exploitant déclare faire transiter de manière très ponctuelle des déchets dangereux par sa plateforme. En général, les déchets dangereux sont directement envoyés sur le site de SECHE à Changé en Mayenne.

À la lecture de l'extraction de trackdéchets, on constate effectivement les faibles tonnages de déchets dangereux qui transitent par le site :

- 164 tonnes en entrée et 103 tonnes en sortie en 2023

- Aucune entrée et 2,3 tonnes en sortie en 2024

Avis de l'inspection des installations classées :

L'exploitant est en conformité vis-à-vis de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déchets admis sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2021, Annexe 5

Thème(s) : Autre, Nature des déchets admis sur le site

Prescription contrôlée :

La liste des matières susceptibles d'être admises sur le site et codifiées selon la nomenclature européenne des déchets est la suivante. Cette liste n'est pas exhaustive.

17 DÉCHETS DE CONSTRUCTION ET DE DÉMOLITION (Y COMPRIS DÉBLAIS PROVENANT DE SITES CONTAMINÉS)

17 01 Béton, briques tuiles et céramiques

17 01 01 Béton

17 01 02 Briques

17 01 03 Tuiles et céramiques

17 01 07 Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01

06

17 05 Terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage

17 05 03* Terres et cailloux contenant des substances dangereuses

17 05 04 Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03

17 05 07* Ballast de voie contenant des substances dangereuses

17 05 08 Ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07

17 09 Autres déchets de construction et de démolition

17 09 03* Autres déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses

17 09 04 Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03

* Déchets dangereux

Constats :

À la lecture des extractions de l'outil trackdéchets et du bilan d'activité 2023, l'exploitant ne fait transiter que des déchets autorisés sur son site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2021, article 4.5.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Réalisation du contrôle semestriel (périodes de basses eaux et hautes eaux)

Analyse des résultats

Constats :

L'exploitant a réalisé une campagne d'analyse de basses eaux le 4 décembre 2023 et une campagne d'analyse hautes eaux le 8 février 2023. Le spectre analytique reprend l'ensemble des paramètres réglementaires.

La campagne d'analyse de février 2023 s'est faite avec 3 piézomètres (2 en amont et 1 en aval) du fait de l'obstruction de l'ouvrage Pz1, rendant impossible le prélèvement et les mesures sur les eaux.

Les résultats d'analyse :

- Les hydrocarbures totaux volatils et non-volatils (C5-C40), les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés volatils (BTEX, COHV) et les PCB ne sont pas détectés au droit des quatre ouvrages (concentrations en dessous du seuil de quantification analytique du laboratoire) lors des campagnes 2023.

- Concernant les métaux, des valeurs significatives en fer, aluminium et manganèse sont relevées sur les piézomètres amont (Pz2 et Pz3). Des valeurs significatives sont également relevées sur le piézomètre aval (Pz4) mais à des niveaux inférieurs pour l'aluminium et supérieurs pour le fer et le manganèse.

- Concernant les composés inorganiques, des valeurs significatives en chlorure et sulfate sont relevées sur les piézomètres amont (Pz2 et Pz3). Des valeurs significatives sont également relevées sur le piézomètre aval (Pz4) mais à des niveaux inférieurs.

- Concernant la DCO, des valeurs significatives sont relevées sur les piézomètres amont (Pz2 et Pz3). Des valeurs significatives sont également relevées sur le piézomètre aval (Pz4) à des niveaux supérieurs.

Avis de l'inspection des installations classées :

Les niveaux de basses eaux sont généralement observés au cours des mois d'octobre à novembre. Les niveaux de hautes eaux sont en général enregistrés après la recharge hivernale, entre mars et mai. Il s'agira, pour les futures campagnes d'analyse de choisir des périodes plus représentatives

des hautes eaux et basses eaux. Des éléments d'explication et des éventuelles actions correctives sont à apporter par l'exploitant concernant les résultats obtenus et notamment sur les paramètres fer, manganèses et DCO.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Mesures des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2021, articles 7.2 et 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Réalisation du contrôle Conformité des résultats
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse des niveaux sonores. Il a néanmoins présenté un bon de commande établi avec la société APAVE pour la réalisation de cette étude.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les résultats de l'étude dès sa réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2021, articles 4.2.5, 8.5.4, 8.6.3, 8.7
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
Prescription contrôlée : - Confinement des eaux en cas d'incendie : - Une procédure précise les modalités pour isoler dans les bassins les eaux en cas d'incendie. - Les besoins en eaux (60 m ³ /h pendant 2 heures) - Vérification périodique des moyens incendies
Constats : Le site dispose d'un poteau incendie à proximité du site. Ce poteau incendie peut délivrer un débit de 224 m ³ /h. L'exploitant a transmis une attestation de débit datant du 20 février 2020 établie par Nantes Métropole. Le contrôle des moyens incendie (5 extincteurs) a été réalisé le 22 février 2024 par la société CHUBB. Pour le confinement des eaux incendie, la fonction est assurée par une montée en charge sur le site. Il est constaté sur site un mauvais état des bordures assurant le volume de confinement nécessaire.
Avis de l'inspection des installations classées : Du fait de l'état des bordures, la fonction de confinement n'est possiblement pas assurée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie de disposer d'un moyen de confinement ou entreprend les actions correctives afin de disposer d'un moyen de confinement opérationnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois